

En Egypte, à l'occasion de la visite d'E. Macron, les défenseurs des droits humains attendent une inflexion de la politique française

lundi 28 janvier 2019, par [SALLON Hélène](#) (Date de rédaction antérieure : 26 janvier 2019).

Les ONG dénoncent la « pire crise des droits humains de l'époque récente » en Egypte, alors que le président Emmanuel Macron est attendu dans le pays du 27 au 29 janvier.

Une inflexion est attendue sur la question des droits de l'homme lors de la première visite officielle du président français, Emmanuel Macron, en Egypte, du 27 au 29 janvier.

Le chef de l'Etat, critiqué par les ONG dans son refus de « donner des leçons » à son homologue égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi, lors de sa visite à Paris en octobre 2017, « évoquera des cas individuels et des dossiers systémiques », assure-t-on à l'Elysée.

« La France est préoccupée de la manière dont les libertés fondamentales ne sont pas respectées en Egypte », ajoute-t-on.

Le constat dressé par les organisations de défense des droits de l'homme, reçues le 23 janvier à l'Elysée, est sans appel. Alors que l'Egypte connaît depuis l'arrivée de M. Sissi au pouvoir, en 2014, la « pire crise des droits humains de l'époque récente », avec une répression tous azimuts contre les opposants islamistes, de gauche et laïques, marquée par les disparitions forcées et la torture, la situation s'est encore détériorée au cours des douze derniers mois.

Rafles et surveillance des réseaux sociaux

« Les rafles de défenseurs des droits humains, les lois sur la cybercriminalité [qui permettent aux autorités de surveiller les réseaux sociaux et de bloquer les comptes qui diffusent, à leurs yeux, de "fausses informations"], la fermeture accrue de l'espace accordé aux médias et aux journalistes sont autant d'exemples d'une aggravation très claire », pointe Leslie Piquemal, du Cairo Institute for Human Rights Studies.

« [En 2018], la répression s'est accentuée, surtout contre l'opposition laïque et les candidats déclarés à la présidentielle. » Mohamed Lotfy

« Il y avait un espoir fin 2017 d'une petite ouverture avant la présidentielle [de mars 2018], d'un assouplissement de la répression et d'un espace pour l'opposition politique. Ça n'a pas eu lieu : la répression s'est accentuée, surtout contre l'opposition laïque et les candidats déclarés à la présidentielle », déplore Mohamed Lotfy, directeur de l'Egyptian Commission for Rights and Freedoms et lauréat 2018 du prix franco-allemand des droits de l'homme et de l'Etat de droit.

Mohamed Lotfy est régulièrement harcelé dans son travail par les autorités. Son épouse, la militante

des droits de l'homme et ancienne membre du mouvement prorévolution Amal Fathy, a été arrêtée en mai 2018 après avoir dénoncé le harcèlement sexuel dans une vidéo, avant d'être condamnée pour « appartenance à une organisation illégale » et « diffusion de fausses informations ».

Hélène Sallon (Le Caire, envoyée spéciale)

P.-S.

- « En Egypte, les défenseurs des droits humains attendent une inflexion de la politique française ». Le Monde. Publié le 26 janvier 2019 à 10h39, mis à jour à 08h20 : https://abonnes.lemonde.fr/international/reactions/2019/01/26/en-egypte-les-defenseurs-des-droits-humains-attendent-une-inflexion-de-la-politique-francaise_5414926_3210.html